

## Seine-Maritime : Réseau Education Sans Frontières mobilisé pour une vingtaine de lycéens menacés d'expulsion

Christine Wurtz

4-5 minutes

---

Ils sont 17 dans la Métropole rouennaise selon RESF, le Réseau Education Sans Frontières. **17 lycéens ou étudiants**, qui passent le bac ou leurs examens de fin d'année dans quelques semaines et qui doivent composer avec un stress supplémentaire. Celui de devoir quitter le pays. Ils vivent en France depuis deux ou trois ans, parfois plus. Ils sont scolarisés et poursuivent souvent leurs études avec sérieux et assiduité. C'est le cas d'**Esther, 19 ans**. Elle est arrivée du Gabon il y a presque 7 ans pour rejoindre sa mère, titulaire d'un titre de séjour de 10 ans, et ses deux petites soeurs nées en France. Elle a passé son BEP, son Bac, et elle est aujourd'hui en Première année ce BTS. Sa régularisation n'aurait du être qu'une formalité mais en novembre 2020, Esther reçoit une **OQTF**, une obligations de quitter le territoire français. Un choc pour la jeune femme. *"On me demande de de rentrer au Gabon toute seule, où j'ai personne là-bas. J'ai toute ma vie ici, je me suis intégrée donc je me demande s'ils ont vraiment étudié mon dossier"* s'étonne Esther. Sa mère Christèle, n'en revient toujours pas. *"même avec ce choc, elle a quand même tenu,*

*elle travaillé, elle a fait son stage et tous ses tuteurs de stage en témoignent que c'est une élève studieuse, c'est inhumain"*  
s'emporte cette mère de famille, bien intégrée, qui travaille et élève ses enfants.

Les professeurs d'Esther se sont mobilisés dès qu'ils ont su. Au **lycée des Bruyères à Sotteville-lès-Rouen**, ce n'est malheureusement pas la première fois cette année. Une élève de Terminale, **Kenza**, a failli être renvoyée en Algérie avant même la fin de l'année scolaire. La mobilisation de la communauté éducative a fini par payer. Mais Delphine Cauquil, professeur de lettres s'inquiète de ces cas de plus en plus nombreux de jeunes lycéens menacés d'expulsion *"alors que ces élèves passent des examens, se forment et sont brillants et c'est aussi l'avenir de la France, et c'est aussi la diversité"*.

**Ouardia, 19 ans**, fait aussi partie de ces jeunes. Elève de Terminale au lycée Ferdinand Buisson d'Elbeuf, c'est une élève brillante qui se destine à des études de médecine. Ouardia est algérienne et vit en France depuis presque trois ans chez sa soeur. La mobilisation de ses camarades autour d'elle a conduit le préfet à prolonger son récépissé de demande de titre de séjour jusqu'au 31 juillet, mais au-delà, c'est l'incertitude. Et Ouardia a bien du mal à gérer l'angoisse. *"Je ferai tout mon possible pour avoir mon bac, parce que le bac c'est la clé, mais qu'est ce qui m'attend le 31 juillet ?"* demande la jeune fille.

Ecoutez le témoignage de Ouardia, 29 ans, élève de Terminale à Elbeuf.

Une situation d'autant plus incompréhensible que la plupart de ces jeunes remplissent tous les critères de la circulaire Valls. *"La circulaire Valls donne au préfet la possibilité de régulariser les jeunes qui sont majeurs mais scolarisés depuis deux eux ou trois ans, mais c'est à l'appréciation du préfet"* explique

**Dominique Pierre, de RESF.** Le préfet de Seine-Maritime dont les décisions sont régulièrement contestées par les associations et les avocats dont certains se sont regroupés en collectif, "*contre la maltraitante institutionnelle*" face à la politique préfectorale en matière d'accueil et de droits des étrangers.

Esther, elle, attend désormais une date d'audience pour l'examen du recours qu'elle a déposé devant le tribunal administratif. Une pétition de soutien lancée par ses professeurs a recueilli près de 25.000 signatures.